

# Lutte de classe

## Le PT confirme son tournant droitier.

A propos de Sarkozy, on peut lire dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* du 14 novembre rédigé par Gluckstein :

« *Obéir aux exigences anti-ouvrières des spéculateurs du capital financier nord-américain, c'est cela, la justice et l'équité ?* »

Parce qu'il faudrait donner un autre contenu à la définition de la « *justice* » et de l' « *équité* » de Sarkozy ? C'est effectivement ce qu'ont pensé ceux qui ne font pas partie de la classe des exploités et qui ont malgré tout voté pour lui en mai dernier, en désespoir de cause pourrait-on dire.

Autre question : Gluckstein prétendrait-il par là que Sarkozy pourrait être autre chose que le représentant du capitalisme financier ?

Je me suis demandé à qui peut bien s'adresser Gluckstein ici.

Apparemment, il s'adresse à ceux qui ont voté Sarkozy, c'est-à-dire à la majorité de la petite bourgeoisie et de la classe moyenne. Car s'il s'adressait aux ouvriers, aux employés et à tous ceux qui n'avaient aucune illusion dans Sarkozy, et qui par conséquent n'ont pas voté pour lui, il n'aurait pas besoin de leur rappeler que Sarkozy est le représentant des intérêts des classes dominantes.

Cela signifie que pour construire son nouveau parti, Gluckstein ne compte pas s'appuyer sur le prolétariat qui a commencé à rompre avec la bourgeoisie, mais sur les pans des classes intermédiaires qui conservent le plus d'illusions dans le capitalisme et son représentant, Sarkozy, afin de tenter de les convaincre qu'ils se trompent...

Pendant ce temps là, les pans entiers du prolétariat qui sont prêts à engager le combat contre le gouvernement et qui vomissent Sarkozy, Gluckstein les abandonne ou les renvoie implicitement vers le PS et le PCF ou leurs satellites.

A force de se situer exclusivement sur le terrain de son ennemi, on finit toujours par abandonner l'objectif qu'on s'était fixé.

J'en veux pour preuve que le PT n'a pas appelé à participer à la grève contre la liquidation des régimes spéciaux de retraite, pas même à la soutenir, pas la moindre déclaration, sans doute au nom de la défense de l' « *indépendance* » des syndicats, principe dont on comprend parfaitement la signification à l'épreuve des faits et l'utilité.

Mieux encore, si vous avez lu le numéro 819 (page 3) et que vous avez sous les yeux l'éditorial du n°820 d'*Informations ouvrières* du 14 novembre ou que vous vous êtes connecté sur le site Internet du *comité provisoire pour un parti ouvrier*, nulle part vous ne trouverez le mot d'ordre central des agents de l'Etat en grève : **retrait** inconditionnel du projet de loi antisocial du gouvernement.

Chacun a ainsi pu constater dans le numéro d'*Informations ouvrières* qui a précédé la grève (paru le 9 novembre, n°819 page 3), qu'il n'y figurait qu'un rappel des grèves des années précédentes, un communiqué de l'intersyndical, une revue de presse, le tout sans la moindre prise de position, sans que ne soit exprimé le moindre soutien aux agents concernés, ce qu'il faut bien appelé les publicistes du PT se contentant de commenter

l'attitude du ministre du Travail en des termes pour le moins ambiguës, j'y reviendrai plus loin, mais pas le moindre article sur le terrain, dans un dépôt de cheminots, pas le moindre témoignage de militants engagés dans la préparation de cette grève capitale, à croire qu'il n'y a plus un seul militant du PT à la SNCF et à la RATP.

C'est révélateur de ce qu'est le PT et ce que sera le parti réformiste que Schivardi et Gluckstein veulent construire. Inutile de vous dire qu'il ne figurait pas non plus le moindre commentaire sur le communiqué de l'intersyndicale qui ne se prononçait pas pour le retrait du projet de loi. Une critique ? Vous n'y pensez pas ! Vous pensez que j'exagère, alors lisez la suite.

Revenons au contenu de l'article intitulé *Régime spécial des cheminots - Les dernières manoeuvres du ministre Bertrand*.

Tout d'abord il n'y a pas que les cheminots qui sont concernés, mais également les agents de la RATP, d'EDF, de GDF, etc. Le PT aurait voulu les isoler qu'il ne s'y serait pas pris autrement, mais Gluckstein doit être rassuré Thibault s'en est chargé entre temps.

Ensuite, l'intégralité de cet article est consacré à démentir que le gouvernement aurait fait des concessions aux cheminots, sans qu'à aucun moment leur revendication essentielle ne soit évoquée : retrait pur et simple du projet de loi liquidant les régimes spéciaux.

### **Que l'on comprenne bien ce glissement à droite spectaculaire du PT.**

Quand il est évoqué que les cheminots travailleraient deux ans et demi de plus si le projet de loi du gouvernement était adopté, c'est uniquement pour démontrer qu'ils y perdraient sur le plan financier au moment de prendre leur retraite (décote), ce qui laisse supposer que si le gouvernement faisait un geste supplémentaire sur ce point précis, le passage à 40 annuités deviendrait avantageux, alors adieu les 37,5 annuités ! C'est exactement la position de Chérèque, Thibault, Mailly... Sarkozy et Fillon !

Ainsi le PT colporte ouvertement des illusions sur les intentions du gouvernement et sa capacité à capituler (faire des concessions sur l'essentiel) sur la remise en cause des 37,5 annuités qui constitue le point capital de cette contre-réforme devant conduire à un allongement de la durée du travail pour tous avant 2012. J'en veux pour preuve la fin de cet article insipide :

« *Et le ministre ose appeler cela une concession ! De qui se moque-t-il ?* »

Ne nous laissons pas impressionner par le ton faussement vindicatif du PT, tenons-nous en aux faits. Parler de « *concessions* » possibles à tort et à travers de la part du gouvernement, alors que la seule *concession* acceptable de sa part, du point de vue de l'ensemble des travailleurs, serait synonyme du retrait pur et simple de son projet scélérat, c'est s'aligner sur le gouvernement et les dirigeants traîtres des syndicats, qu'on le veuille ou non.

J'avoue n'avoir d'ailleurs pas réagi assez vite au changement intervenu dans la situation, où la revendication du maintien des 37,5 annuités était dépassée, dès lors que le gouvernement avait rendu public son projet de loi. A partir de ce moment là, il fallait avancer le mot d'ordre de son retrait inconditionnel, afin de s'opposer à toute négociation possible sur les autres points contenus dans ce texte, les dirigeants syndicaux pouvant à tout moment s'en servir pour les marchander en échange de l'abandon des 37,5 annuités, diviser les agents et briser la grève, ce qu'ils sont justement en train de faire.

Il n'est donc pas étonnant que sur la page d'accueil du site Internet du PT il soit écrit : *Pour nous, c'est oui aux 37,5 annuités !* et non *retrait inconditionnel du projet de*

*liquidation des régimes spéciaux*, il ne faudrait surtout pas gêner les tractations en cours entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement pour liquider la grève.

En lisant la suite de l'édito de Gluckstein du 14 novembre, on en vient à se demander dans quel monde il vit, il semble en permanence avoir un métro de retard, tout en se situant sur le même terrain que le gouvernement, le PS et les dirigeants syndicaux, parlant du respect la « *parole donnée* », comme si nous en étions encore là notamment depuis l'élection de Sarkozy, pathétique et lamentable à la fois !

Il semblerait que Gluckstein ne se soit pas encore aperçu que Sarkozy était prêt à remettre en cause tous nos droits et acquis sans détours... Il n'y a dans ce pays que Gluckstein pour croire encore que ce qui a été signé un jour demeurerait valable pour l'éternité ou serait appliqué à la lettre, quelle naïveté ou fausse naïveté, car il sait pertinemment ce qu'il fait, croire le contraire serait se faire des illusions sur ses motivations réelles. Je cite :

« *Au fait : la justice et l'équité, est-ce que ce n'est pas tout simplement que la parole donnée — le contrat de travail, inscrit dans le statut — soit respectée ?* »

Vous avez remarqué que tous les opposants à la grève des agents de l'Etat se sont évertués à employer un langage destiné à faire appel aux valeurs morales et aux émotions des *malheureuses victimes* de cette grève, afin qu'ils la condamnent ou ne la rejoignent pas.

En confondant le combat de classe pour exiger aux côtés des cheminots et de leurs collègues en grève le retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement, avec l'exigence du respect de la part du représentant de la réaction, Sarkozy, de la « *parole donnée* », Gluckstein a abandonné le terrain de la lutte de classe du prolétariat au profit d'illusions grotesques alliant statuts et morale. Finalement, Gluckstein demande à Sarkozy qu'il se porte moralement garant du respect des statuts des fonctionnaires... qu'il veut justement liquider à tout prix, on croit rêver ! Si cela ne s'appelle pas la collaboration de classes, c'est que je n'ai rien compris.

Précisons une dernière fois : l'application des statuts des agents de l'Etat (et leur défense) est du ressort des agents de l'Etat dès lors qu'ils existent, tandis la « *parole donnée* » par l'Etat ou son représentant est uniquement du ressort de ce dernier et n'engage que lui. Demander au représentant de l'Etat de respecter la « *parole donnée* », sans tenir compte qu'entre temps il s'est engagé avec détermination dans un processus conduisant à terme à changer le contenu de sa « *parole donnée* », cela revient à nier l'existence même de ce processus en tout ou partie et conduit à lui laisser les mains libres.

Vous comprenez camarades pourquoi il est impératif de rompre toute relation avec le gouvernement : afin notamment d'éviter de se poser la question de savoir s'il est possible ou non de faire confiance à Sarkozy.

## Complément sur le PT.

Un camarade du PT m'a envoyé des documents de ce parti en me demandant de n'en citer ni l'origine ni les destinataires, je ne vous fournirai donc pas ces renseignements, vous devrez vous contenter des informations que je vous livre ici, elles sont parfaitement fiables, je m'en porte garant si cela peut vous rassurer.

J'ai appris que l'effectif du PT avait fondu en 2007 d'environ 500 militants et qu'au troisième trimestre à peine un peu plus de la moitié des adhérents avaient réglé leurs timbres, ce qui donne une idée assez précise de la crise que traverse le PT, et dont ses dirigeants n'ont évidemment jamais parlé au cours de l'année qui s'achèvera dans un mois.

Les dirigeants du PT pensent combler la désaffection qui frappe leurs rangs par l'adhésion artificielle de 8 500 membres à leur *comité provisoire pour un parti ouvrier* d'ici la convention qu'ils ont organisée pour la fin novembre, grâce à la fameuse *carte* que les militants distribuent généreusement à des travailleurs qui ont participé à l'une de leur réunion ou au détours d'une discussion. Ces adhésions sans principes n'ont évidemment aucune valeur politique. Obtenus le plus souvent à l'arrachée, elles ne peuvent pas constituer les bases d'un engagement politique sérieux. C'est pourtant sur elles que comptent les dirigeants du PT pour convaincre les milliers de militants du PT qui refusent toujours de rejoindre leur *comité provisoire pour un parti ouvrier*.

Un camarade m'avait envoyé les comptes-rendus de plusieurs réunions de cellules du PT (UB) et en les lisant attentivement, j'ai pu constater qu'ils présentaient tous le même défaut : il n'y figurait aucun engagement de diffusion, porte-à-porte ou visite de contacts, il s'était seulement fixé un objectif d'abonnements à IO, mais aucune tâche pratique. J'en ai déduit que cela devait coïncider avec le parti d'élus qu'ils voulaient construire.

Le XVI<sup>e</sup> Congrès du PT est convoqué les 25, 26 et 27 janvier 2008, quant au congrès qui devrait proclamer la création de leur nouveau parti, il est fixé au mois de juin 2008.

J'ai noté que le congrès du PT sera pris en sandwich entre la convention de leur *comité provisoire pour un parti ouvrier* qui se tiendra les 24 et 25 novembre 2007 et le congrès de proclamation de leur nouveau parti qui aura lieu à la fin du mois de juin 2008 (juste avant les vacances, quelle idée saugrenue !), ainsi les militants du PT devront laisser aux membres de ce comité dans lequel figurent bon nombre de réformistes, démocrates et républicains à la noix, la responsabilité de la rédaction du programme de leur nouveau parti, de ses statuts, etc., bref, ils seront mis une nouvelle fois devant le fait accompli par leurs dirigeants en guise de démocratie.

J'ai également noté en lisant des documents émanant de différentes instances du PT, que le combat pour exiger de Sarkozy un référendum sur le Traité de Lisbonne était passé à la trappe, tout comme d'ailleurs le soutien aux agents de l'Etat en grève à partir du 14 novembre n'était même pas mentionné.

J'ai souri en apprenant que des membres de leurs comités (des élus du PS ou du PCF ou proches de ces partis) avaient été rappelés à l'ordre par Gluckstein après avoir signé une pétition intitulée *Appel pour le respect intégral du 29 mai 2005* qui ne reprend pas l'exigence d'un référendum. Les dirigeants du PT vont avoir du souci à se faire avec leurs élus bien-aimés, ils l'auront bien cherché.